

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 08 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DES GYPSES DE MAURIENNE

Les Rossières
73300 Saint-Jean-De-Maurienne

Références : 20250620_RAP_InspectionSOGYMA_StJeandeMne_Complet.odt
Code AIOT : 0006101640

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2025 dans l'établissement SOCIETE DES GYPSES DE MAURIENNE implanté Les Rossières 73300 Saint-Jean-de-Maurienne. L'inspection a été annoncée le 14/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été conduite en amont de la Commission de Suivi de Site organisée le même jour.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES GYPSES DE MAURIENNE
- Les Rossières 73300 Saint-Jean-de-Maurienne
- Code AIOT : 0006101640
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Gypse de Maurienne (SOGYMA), dont les actionnaires sont PLACOPLATRE (77%), Ciment Vicat (20%) et la famille Bouttaz (3%) exploite depuis 1982 cette carrière de gypse située sur les communes de Saint Jean de Maurienne et Saint Pancrace.

L'exploitation du site a initialement été autorisée au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral de renouvellement et

d'extension du 30 mars 2012. Cette carrière de gypse et d'anhydrite a été autorisée sur les communes de Saint Jean de Maurienne et Saint Pancrace, au lieu-dit « Les Rossières », pour une durée de 30 ans et une production annuelle maximale de 550 000 tonnes et moyenne de 450 000 tonnes. La surface globale de la carrière s'élève à 40,8 ha.

À la suite de 2 éboulements successifs (12/11/2013 et 7/01/2014), un arrêté préfectoral complémentaire du 04 décembre 2014 a été notifié prescrivant, notamment, à l'exploitant, une modification de la méthode d'exploitation, du phasage et des conditions de remise en état. Pour rappel, les matériaux extraits alimentent pour les trois quart l'usine de plaques de plâtre « Placoplatre » de Chambéry et pour le reste des cimenteries de la région Auvergne-Rhône-Alpes. De façon schématique, le gisement d'anhydrite est situé en dessous la cote 916 et celui du gypse au-dessus.

Cette carrière présente par conséquent un caractère stratégique pour l'usine de Chambéry. Par ailleurs, pour éviter l'amplification du trafic routier entre la carrière et l'usine de Chambéry, le gypse extrait est transporté par voie ferroviaire depuis la plate-forme ferroviaire de Saint-Jean-de-Maurienne à raison d'un train par jour d'une capacité d'environ 1000 tonnes de gypse. L'arrêté préfectoral complémentaire du 16/12/2020 a permis de prescrire de nouvelles dispositions réglementaires en matière de réception et d'intégration à la production de la carrière de matériaux gypsifères externes au site.

L'accueil de ces matériaux a engagé l'exploitant dans la création d'une plateforme dédiée offrant également la possibilité d'intégrer des terres, matériaux inertes et terres sulfatées non inertes non dangereuses externes au réaménagement du site.

L'arrêté a par ailleurs permis la mise à jour des conditions d'exploitation du site par l'usage de moyens mécaniques en substitution partielle à l'utilisation d'explosifs. Enfin, divers aménagements ont également été prescrits en matière d'exploitation et de sécurisation d'un secteur interdit d'accès, d'horaires de circulation des camions, de modification de la procédure météorologique d'exploitation, de surveillance de la stabilité des fronts de la carrière et de gestion des eaux pluviales.

Thèmes de l'inspection :

- AR – 4 – stabilité des carrières
- Déchets
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositions particulières de remblaiement	Arrêté Préfectoral du 30/03/2012, article 8	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions particulières d'exploitation	AP Complémentaire du 04/12/2014, article 3.7	Sans objet
3	Dispositions particulières de remise en état	AP Complémentaire du 16/12/2020, article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Traçabilité des TEX et sédiments Déclaration au registre national RNDTS	Autre du 28/12/2020, article R. 543-43-1.-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La revue documentaire conduite dans le cadre de la visite d'inspection a mis en évidence la bonne exploitation de la carrière notamment en ce qui concerne la mise en place documentaire et organisationnelle des dispositions réglementaires relatives aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Par ailleurs, l'exploitant a pu démontrer la bonne mise en oeuvre des mesures de sécurité et de suivi des instabilités de la carrière. Il a profité de cette visite d'inspection pour formuler une demande de modification des valeurs seuils d'alerte météorologique. Cette visite a donc confirmé la nécessité d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/12/2020 en **donnant acte** à ces modifications.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions particulières d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/12/2014, article 3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de sécurité et de suivi des instabilités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesures générales :</p> <p>Dans le cadre du suivi de la stabilité de la carrière, l'exploitant met en place les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une station météorologique dédiée au site, automatisée et équipée de seuils d'alerte consultables à distance par le responsable d'exploitation ; • une procédure de débrayage de l'exploitation (de 48 à 72h) en cas d'atteinte des seuils météorologiques d'alerte. Les seuils sont fixés à : seuil glissant sur 24 h : 30 mm par 24 h et seuil horaire : 7 mm par heure. Ces seuils et la durée du débrayage pourront être modifiés sur la base du retour d'expérience acquis sur le site. Cette procédure fera l'objet d'une validation (notamment le temps d'arrêt de l'activité avant reprise) par le bureau d'étude géotechnique chargé du suivi du site ; • un suivi géologique régulier de l'exploitation est mis en place, à minima deux fois par an ; • un suivi topographique de type « cibles à visée théodolite ». Ce suivi sera réalisé à minima deux fois par an. Il permettra de surveiller une éventuelle régression du front généré par le premier éboulement ; • un relevé topographique globalisé. Un suivi topographique de type photogrammétrie comparative est mis en place pour anticiper un mouvement de sol de grande ampleur, sur toute la partie haute de la carrière. Ce suivi est réalisé trimestriellement mais la fréquence pourra être modifiée sur demande de l'inspection des installations classées ; • des inclinomètres et des piézomètres sont implantés en partie haute de la carrière.

Constats :

Lors de la revue documentaire réalisée au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a démontré sa capacité à mettre en oeuvre les dispositions réglementaires relatives aux mesures de sécurité et de suivi des instabilités. Les documents présentés lors de cette revue permettent à l'exploitant de garantir la bon suivi de l'ensemble des dispositifs de surveillance que ce soit d'un point de vue général ou spécifiquement au niveau des fronts éboulés en 2013.

Par ailleurs, cette revue documentaire a été l'occasion pour l'exploitant de proposer la modification de la procédure de suivi pluviométrique en particulier en ce qui concerne les seuils.

En effet, suite à l'étude des dernières données météorologiques (10 années de recul) et après avis du cabinet géotechnique qui suit la carrière (Cabinet Arias Montagne), une modification des seuils pluviométrique est proposée :

"Etant donné que la zone d'évolution du plan incliné est sortie depuis longtemps de la zone sensible située en sommet de carrière, et que les mesures topographiques ne montrent pas de déplacements importants ou significatifs, les seuils peuvent être modifiés de la façon suivante :

Procédure actuelle :

- « une procédure de débrayage de l'exploitation (de 24 à 72h) en cas d'atteinte des seuils météorologiques d'alerte. Les seuils sont fixés à :
 - dépassement de 8 mm par heure → arrêt d'exploitation pour 24 h,
 - dépassement de 12 mm sur une plage glissante de 3 h → arrêt d'exploitation pour 36 h,
 - dépassement de 30 mm sur une plage glissante de 24 h → arrêt d'exploitation pour 72 h. »

Procédure modifiée :

- dépassement de 10 mm par heure → arrêt du travail pour la journée,
- dépassement de 15 mm sur une plage glissante de 3 h → arrêt d'exploitation pour 24 h,
- dépassement de 40 mm sur une plage glissante de 24 h → arrêt d'exploitation pour 48 h.
-

Les éléments « portés à la connaissance » du service d'inspection des installations classées et les échanges sur site apportant l'ensemble des éléments permettant de justifier de l'absence d'impact nouveau ou supplémentaire de cette adaptation, le service d'inspection propose au préfet de **"donner acte"** à cette modification à l'article 7 de l'APC du 16/12/2020 qui lui-même modifiait les dispositions de l'article 3.7.3, paragraphe 1, alinéa 2, de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2014.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions particulières de remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2012, article 8

Thème(s) : Autre, Prévention des dégradations liées au remblaiement

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière que les matériaux utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien éventuel des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines.

Constats :

La visite d'inspection a été l'occasion de faire le point sur les conditions d'admission des déchets inertes accueillies dans le cadre de la remise en état de la carrière.

<p>Les échanges et les documents présentés lors de la revue documentaire ont permis de démontrer la bonne mise en œuvre des dispositions réglementaires applicables.</p> <p>Pour autant, il apparaît nécessaire de formaliser, dans le registre d'admission des déchets de la carrière, les refus des déchets incompatibles avec les conditions de remises en état de la carrière et ce, conformément à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées qui stipule que :</p> <p>« L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'accusé d'acceptation des déchets ; – le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; – le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>A la suite de ce constat, il est demandé à l'exploitant de formaliser, au niveau du registre d'admission des déchets de la carrière, les fiches de refus des déchets qui n'auraient pas été acceptés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Dispositions particulières de remise en état

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/12/2020, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Admission des terres et matériaux externes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 mars 2012 sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-dessous :</p> <p>« Les opérations de remblaiement de la carrière sont réalisées avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des terres de découvertes et des matériaux stériles issus des installations de traitement du site, • des terres et matériaux extérieurs à la carrière contenant naturellement du gypse ou de l'anhydrite, • des déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière. <p>Les apports de matériaux inertes, extérieurs au site, sont autorisés dans le cadre des opérations de remise en état sur la carrière, dès lors qu'ils respectent les conditions d'admission et de suivi définies par l'arrêté du 12 décembre 2014, y compris le cas échéant son article 6, ou qu'il s'agisse de terres végétales non polluées. »</p> <p>Les dispositions de l'article 8.3, paragraphe 4, de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 mars 2012 sont supprimées et ainsi remplacées :</p> <p>« Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi que du bon écoulement des eaux ».</p>

Constats :

Les constats réalisés lors de la revue documentaire et de la visite d'inspection associée confirment que l'exploitant a bien intégré dans son organisation les mesures et suivis permettant de garantir que "le remblayage de la carrière ne nuit pas à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi que du bon écoulement des eaux".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité des TEX et sédiments - Déclaration au registre national RNDTS

Référence réglementaire : Autre du 28/12/2020, article R. 543-43-1.-II

Thème(s) : Risques chroniques, TEX – Transmission au RNDTS

Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des terres excavées et sédiments », dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le

registre prévu au I.

Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

Constats :

La revue documentaire réalisée le jour de l'inspection n'a pas permis d'aborder le sujet de la traçabilité des déchets. Depuis lors, un échange téléphonique avec l'exploitant a confirmé la bonne mise en place des modalités de traçabilité des déchets entrants sur la carrière en particulier les déclarations au titre du Registre National.

A noter aujourd'hui que les données de déclarations sont maintenant issues des données Trackdéchets suite à la fusion avec l'outil RNDTS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de confirmer la nature des échanges avec l'inspecteur de l'environnement, l'exploitant tiendra à disposition du service d'inspection des installations classées les documents permettant de justifier la bonne mise en oeuvre documentaire et organisationnelle de cette traçabilité.

Type de suites proposées : Sans suite